Comment réussir nos coopérations avec l'Afrique ?

C'est la question qui a suscité des temps forts de rencontres et d'échanges autour des différentes formes que peut prendre la coopération entre les établissements agricoles français et les pays concernés par les différents réseaux Afrique (Afrique Australe Océan Indien, Afrique de l'Ouest, Cameroun).

Une cinquantaine de personnes (issues de diverses structures : 20 établissements agricoles du public et du privés, enseignement supérieur, recherche, Agence ERASMUS +, ONG, DRAAF, étudiants et services civiques africains) ont ainsi été chaleureusement accueillies au LEGTA de Montardon (Pau) du 27 au 29 janvier autour de ces temps forts :

– présentation par le BRECI de la stratégie du MAA et de la DGER pour le continent africain ;

– bilan d'activités et partage d'expérience des réseaux Cameroun, Afrique de l'Ouest, Afrique Australe Océan Indien ;

– conférences – débats autours des enjeux de coopération avec le continent africain (auxquelles ont assisté près de 200 étudiants de plusieurs classes de BTSA) par Khalid Belarbi, directeur de l'I.R.C. à Montpellier SupAgro et par Christian Bouquet, enseignant-chercheur à Bordeaux III ;

– projection du film *Kekawongan,* coopération du LEGTA de Nantes sur la filière cacao équitable au Cameroun ;

– exploration des potentialités offertes par le programme ERASMUS+ pour l'Afrique ;

– ateliers de travail pour le renforcement des mobilités réciproques ;

– visite de la halle technologique et atelier Moveagri pour la

vingtaine de jeunes Africains.



Voici quelques regards portés par des invités à ces journées :

« Invité à jouer le rôle de « grand témoin » lors des rencontres des réseaux Afrique de la DGER à Pau Montardon les



27 et 28 janvier 2020, j'ai retenu des différentes séquences auxquelles j'ai assisté l'impression générale que les acteurs des trois réseaux présents, sous l'impulsion de la DGER, étaient fortement engagés dans les projets qu'ils avaient mis en œuvre, et surtout qu'ils avaient très soigneusement préparé ceux-ci, dans un souci de partenariat bien compris et de co-construction bien pensée. Dans mon intervention, je me suis efforcé de rattacher le local au global, sans masquer les difficultés qui pouvaient apparaître avec le temps, notamment lorsque l'on fait l'effort de se projeter dans les trente années à venir. J'espère avoir été entendu aussi bien que j'ai tenté d'écouter attentivement les messages des uns et des autres. »

Christian BOUQUET, professeur émérite de géopolitique à Bordeaux III.

« J'ai apprécié l'objet de ces rencontres : mutualiser les

pratiques et les expériences sur des coopérations qui sortent du cadre européen, et porteuses d'enjeux internationaux et de solidarité très actuels. Les organisateurs ont su mobiliser les ressources de plusieurs partenaires (Montpellier Sup Agro, Université de Bordeaux III, établissements de l'enseignement agricole technique du public et du privé, Agence ERASMUS +, ONG, DRAAF/SRFD…) afin de faire de cet événement un moment très convivial, qui colle bien avec l'esprit des réseaux de la DGER. Le programme était riche : entre ateliers et interventions en plénières d'une grande qualité, la dimension séminaire avec la participation de près de 200 étudiants en BTSA est une vraie plus-value. Enfin, au-delà de la qualité de leur participation la présence d'une vingtaine de jeunes volontaires africains a permis de donner une dimension internationale à l'événement. »

Julien PICHON, chargé de coopération internationale à la DRAAF Pays de la Loire.



« Après ces trois jours de rencontres sur la coopération pour l'enseignement agricole, je suis à la fois admirative et inspirée par le travail réalisé par les réseaux africains. J'ai pu appréhender les impacts positifs de l'activité des réseaux, tant à l'échelle des territoires qu'à l'échelle des individus qui les mettent en œuvre ou en bénéficient. Je pense en particulier à l'initiative Keka Wongan lancée au Cameroun, qui démontre qu'avec des idées, de la détermination et relativement peu de moyens, il est possible de contribuer au

renforcement d'une filière agricole et faire naître une économie locale à l'autre bout de la planète. Je pense également aux jeunes services civiques Béninois, Burkinabés, Ivoiriens, Sénégalais, qui au-delà de leur expérience académique semblent vivre une expérience humaine forte. Ces derniers se sont livrés à nous avec la plus grande sincérité, abordant les difficultés surmontées lors de leur acclimatation en France ; le recul qu'ils ont pu prendre sur les problématiques africaines, alimentant ainsi leurs réflexions ; leur souhait de contribuer au développement de leur pays d'origine grâce aux acquis que leur procure cette expérience dont ils sont fiers. Le programme de service civique représente incontestablement une grande richesse pour ces réseaux.

Promouvoir la coopération internationale ; démystifier l'Afrique et découdre les représentations non fondées de ce continent ; et enfin valoriser les expériences réussies pour inciter les établissements à être moteurs dans la coopération seront des enjeux essentiels pour les réseaux africains. De même, le renforcement de la coordination entre réseaux est un véritable défi que les rencontres comme celles-ci contribuent à relever. Dans cette démarche, les synergies entre réseaux permettront de lever certaines difficultés rencontrées par les porteurs de projets en favorisant la mutualisation des informations et des savoirs (ingénierie de projet, obstacles administratifs liés aux mobilités, partage des opportunités). Dans cette dynamique, je note l'importance de l'intégration des ONG dans ce réseau. Elles représentent un savoir-faire disponible sur les questions de développement mais également un pool de moyens humains supplémentaire dont ont besoin les établissements. »

Aurélie TSHIBANGU, chargée de développement durable et coopération universitaire à l'ambassade de France en Angola.